



Normandie Stat's

Bulletin trimestriel de l'emploi, du marché du travail et des politiques d'emploi et de solidarités
de la DREETS de Normandie

N° 30 - février 2022

Le marché du travail au 4ème trimestre 2021

Au quatrième trimestre 2021, en Normandie, le nombre de demandeurs d'emploi tenus de rechercher un emploi et sans activité (catégorie A) s'établit en moyenne sur le trimestre à 142 340. Ce nombre baisse de 6,4 % sur le trimestre (soit - 9 730 personnes) et de 14,4 % sur un an. En France métropolitaine, ce nombre baisse de 6,2 % ce trimestre (- 13,2 % sur un an).

En Normandie, le nombre de demandeurs d'emploi tenus de rechercher un emploi, ayant ou non exercé une activité (catégories A, B, C) s'établit en moyenne à 261 690 au quatrième trimestre 2021. Ce nombre baisse de 3,9 % sur le trimestre (soit - 10 540 personnes) et de 7,1 % sur un an.

En France métropolitaine, ce nombre baisse de 3,8 % ce trimestre (- 6,0 % sur un an).

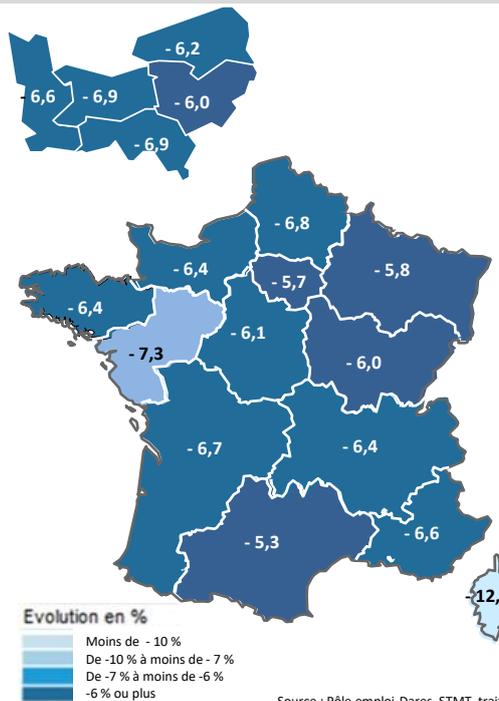
	DE catégorie A (moyenne trimestrielle CVS-CJO*)		DE catégories A, B, C (moyenne trimestrielle CVS-CJO*)	
	4ème trim. 2021	Évolution sur un trimestre (%)	4ème trim. 2021	Évolution sur un trimestre (%)
Calvados	28 360	- 6,9	53 320	- 4,4
Eure	26 480	- 6,0	48 630	- 3,8
Manche	15 500	- 6,6	30 770	- 4,0
Orne	10 640	- 6,9	19 680	- 3,6
Seine-Maritime	61 360	- 6,2	109 280	- 3,7
Normandie	142 340	- 6,4	261 690	- 3,9
France métr.	3 101,8	- 6,2	5 368,2	- 3,8

(en milliers, données CVS-CJO)

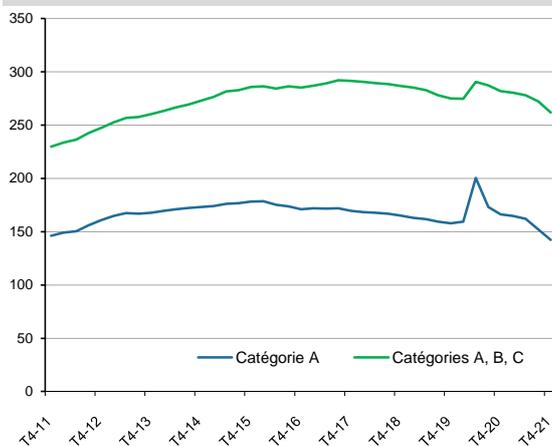
Source : Pôle emploi - Dares, STMT, traitements Dares
*CVS-CJO : Corrigées des variations saisonnières et des jours ouvrables
*DE : Demandeurs d'Emploi

- 6,4 % de demandeurs d'emploi de catégorie A sur un trimestre

Évolution sur un trimestre du nombre de demandeurs d'emploi de catégorie A par région



Demands d'emploi en catégories A et A, B, C en Normandie



Source : Pôle emploi-Dares, STMT, traitements Dares, Données CVS-CJO

Marché du travail

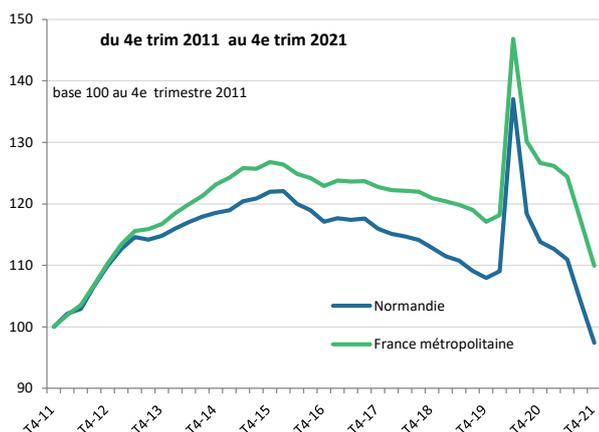
Demandeurs d'emploi catégorie A au 4ème trimestre 2021

Données Corrigées des Variations Saisonnières et des Jours Ouvrables

	CALVADOS	EURE	MANCHE	ORNE	SEINE-MARITIME	NORMANDIE	FRANCE MÉTRO.
Ensemble	28 360	26 480	15 500	10 640	61 360	142 340	3 101 800
évolution sur un trimestre	-6,9%	-6,0%	-6,6%	-6,9%	-6,2%	-6,4%	-6,2%
évolution sur un an	-15,8%	-13,5%	-17,2%	-13,8%	-13,6%	-14,4%	-13,2%
Femmes	13 590	13 140	7 510	4 880	29 630	68 760	1 517 900
évolution sur un trimestre	-6,8%	-4,8%	-6,4%	-6,9%	-6,1%	-6,1%	-5,9%
évolution sur un an	-15,2%	-13,2%	-16,6%	-14,2%	-13,5%	-14,2%	-12,5%
Moins de 25 ans	4 310	4 030	2 340	1 570	9 950	22 200	404 800
évolution sur un trimestre	-9,1%	-7,6%	-9,3%	-13,3%	-6,8%	-8,2%	-8,5%
évolution sur un an	-18,7%	-17,2%	-24,0%	-19,9%	-17,0%	-18,4%	-17,8%
Plus de 50 ans	7 740	7 320	4 570	3 050	16 200	38 880	884 000
évolution sur un trimestre	-5,3%	-5,7%	-5,2%	-5,6%	-5,0%	-5,2%	-4,1%
évolution sur un an	-10,7%	-11,7%	-13,4%	-10,3%	-9,7%	-10,8%	-8,2%

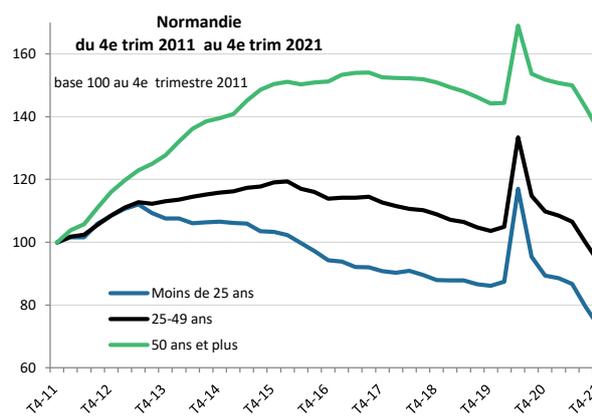
Source : Pôle emploi-Dares, STMT, traitements Dares

Evolution du nombre de demandeurs d'emploi



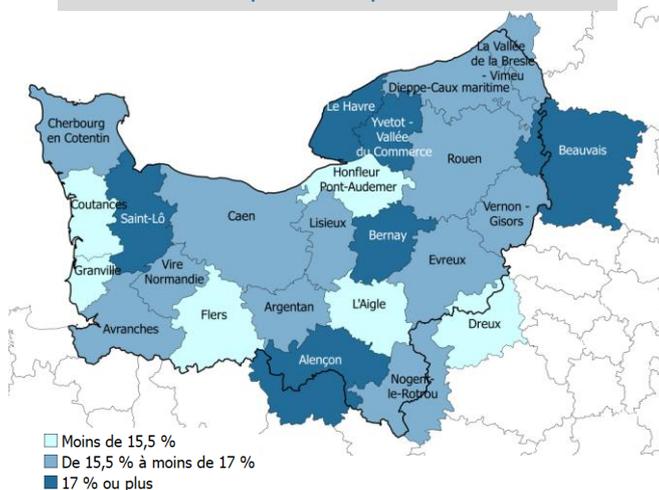
Source : Pôle emploi-Dares, STMT, traitements Dares
Données Corrigées des Variations Saisonnières et des Jours Ouvrables (CVS-CJO)

Evolution du nombre de demandeurs d'emploi par tranche d'âge



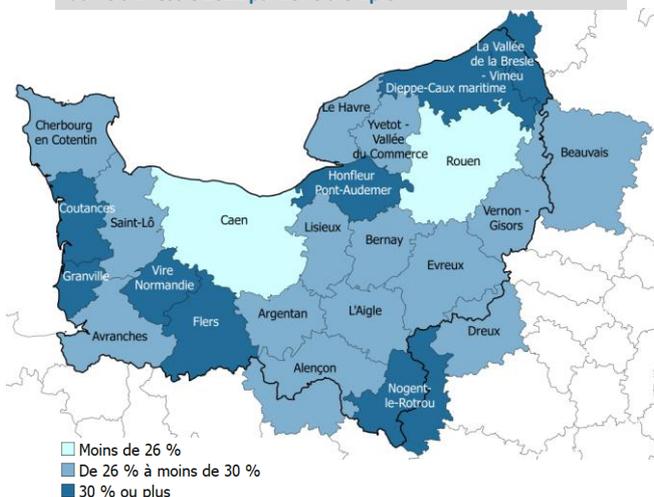
Source : Pôle emploi-Dares, STMT, traitements Dares
Données Corrigées des Variations Saisonnières et des Jours Ouvrables (CVS-CJO)

Part des moins de 25 ans dans la DE catégorie A au 4e trimestre 2021 par zone d'emploi



Source : Pôle emploi-Dares, STMT
Données brutes

Part des 50 ans et plus dans la DE catégorie A au 4e trimestre 2021 par zone d'emploi



Source : Pôle emploi-Dares, STMT
Données brutes

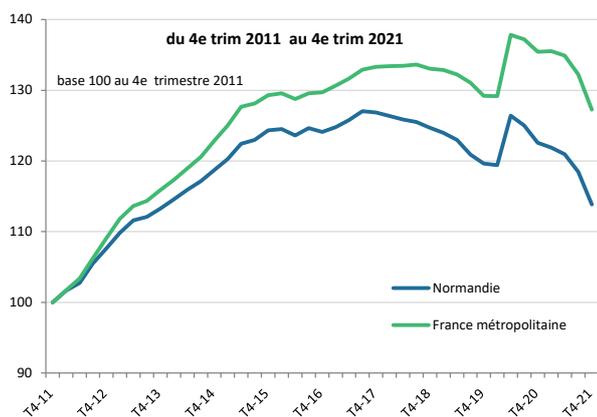
Marché du travail

Demands d'emploi catégories A, B, C au 4ème trimestre 2021

Données Corrigées des Variations Saisonnières et des Jours Ouvrables	CALVADOS	EURE	MANCHE	ORNE	SEINE-MARITIME	NORMANDIE	FRANCE MÉTRO.
Ensemble	53 320	48 630	30 770	19 680	109 280	261 690	5 368 200
évolution sur un trimestre	-4,4%	-3,8%	-4,0%	-3,6%	-3,7%	-3,9%	-3,8%
évolution sur un an	-7,7%	-6,4%	-8,5%	-7,6%	-6,6%	-7,1%	-6,0%
Femmes	27 990	26 170	16 840	10 140	56 280	137 430	2 772 500
évolution sur un trimestre	-4,2%	-3,4%	-3,9%	-3,3%	-3,6%	-3,7%	-3,6%
évolution sur un an	-6,8%	-5,8%	-7,8%	-7,6%	-6,3%	-6,6%	-5,5%
Moins de 25 ans	7 410	6 830	4 220	2 940	16 540	37 940	655 300
évolution sur un trimestre	-7,1%	-6,3%	-7,3%	-7,3%	-5,6%	-6,3%	-6,2%
évolution sur un an	-14,0%	-13,2%	-19,3%	-13,8%	-12,6%	-13,9%	-12,5%
Plus de 50 ans	14 070	12 860	8 750	5 360	27 210	68 260	1 467 500
évolution sur un trimestre	-2,6%	-2,7%	-2,2%	-2,9%	-2,4%	-2,5%	-1,9%
évolution sur un an	-2,4%	-4,0%	-4,1%	-3,4%	-3,6%	-3,4%	-1,5%
Inscrits depuis un an et plus	26 070	25 080	14 800	9 670	56 270	131 890	2 647 100
évolution sur un trimestre	-5,3%	-4,7%	-4,9%	-5,3%	-5,0%	-5,0%	-4,3%
évolution sur un an	-8,6%	-8,4%	-10,1%	-9,4%	-9,7%	-9,3%	-6,1%

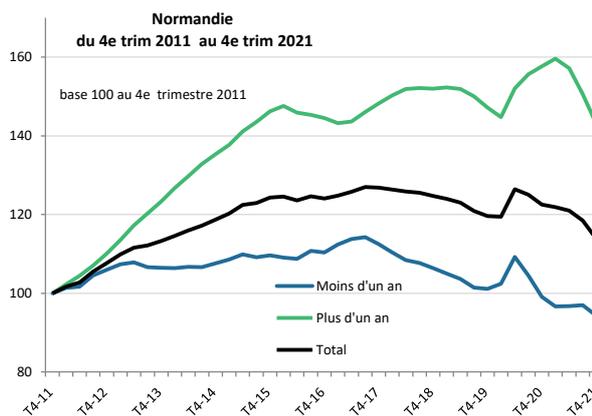
Source : Pôle emploi-Dares, STMT, traitements Dares

Evolution du nombre de demandeurs d'emploi



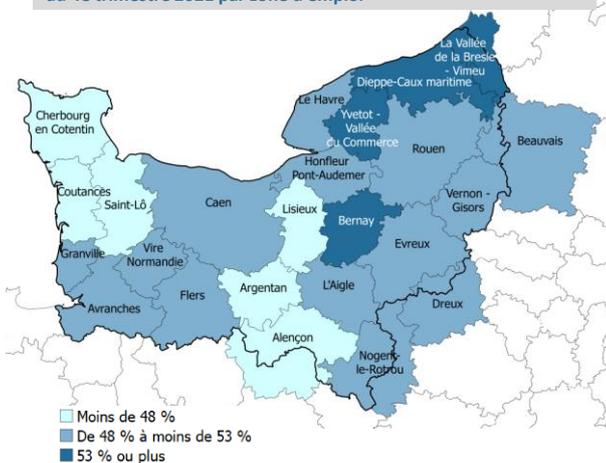
Source : Pôle emploi-Dares, STMT, traitements Dares
Données Corrigées des Variations Saisonnières et des Jours Ouvrables (CVS-CJO)

Evolution du nombre de demandeurs d'emploi par ancienneté



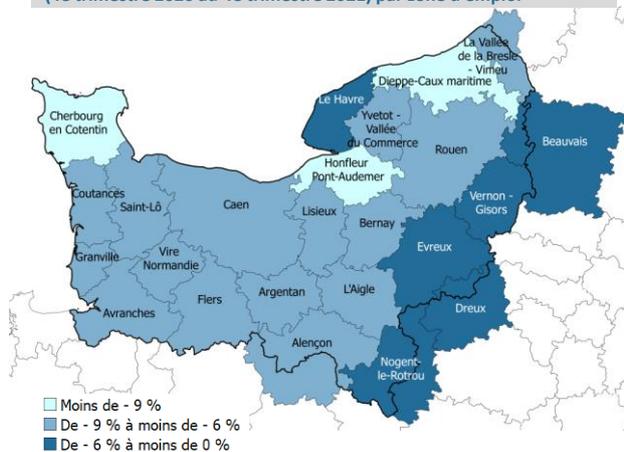
Source : Pôle emploi-Dares, STMT, traitements Dares
Données Corrigées des Variations Saisonnières et des Jours Ouvrables (CVS-CJO)

Part des inscrits depuis plus d'un an dans la DE catégories A,B,C au 4e trimestre 2021 par zone d'emploi



Source : Pôle emploi-Dares, STMT
Données brutes

Evolution annuelle de la DE catégories A,B,C (4e trimestre 2020 au 4e trimestre 2021) par zone d'emploi



Source : Pôle emploi-Dares, STMT
Données brutes

Marché du travail

Entrées et sorties de catégories A, B, C en Normandie

Définition

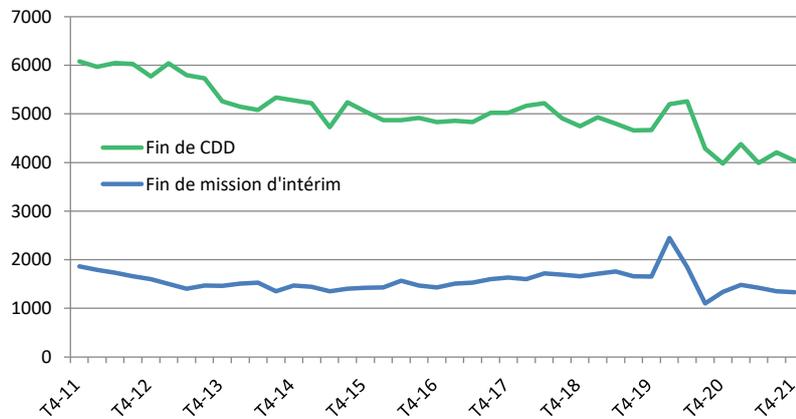
Demands d'emploi

Les demandeurs d'emploi sont des personnes qui sont inscrites à Pôle emploi. Conformément aux recommandations du rapport du Cnis* sur la définition d'indicateurs en matière d'emploi, de chômage, de sous-emploi et de précarité de l'emploi (septembre 2008), la Dares et Pôle emploi présentent depuis 2009, à des fins d'analyse statistique les données sur les demandeurs d'emploi inscrits à Pôle emploi selon les catégories suivantes :

- catégorie A : demandeurs d'emploi tenus de rechercher un emploi, sans emploi ;
- catégorie B : demandeurs d'emploi tenus de rechercher un emploi, ayant exercé une activité réduite courte (de 78 heures ou moins dans le mois) ;
- catégorie C : demandeurs d'emploi tenus de rechercher un emploi, ayant exercé une activité réduite longue (de plus de 78 heures au cours du mois) ;
- catégorie D : demandeurs d'emploi non tenus de rechercher un emploi (en raison d'une formation, d'une maladie...) y compris les demandeurs d'emploi en contrat de sécurisation professionnelle (CSP), sans emploi ;
- catégorie E : demandeurs d'emploi non tenus de rechercher un emploi, en emploi (par exemple, bénéficiaires de contrats aidés, créateurs d'entreprise).

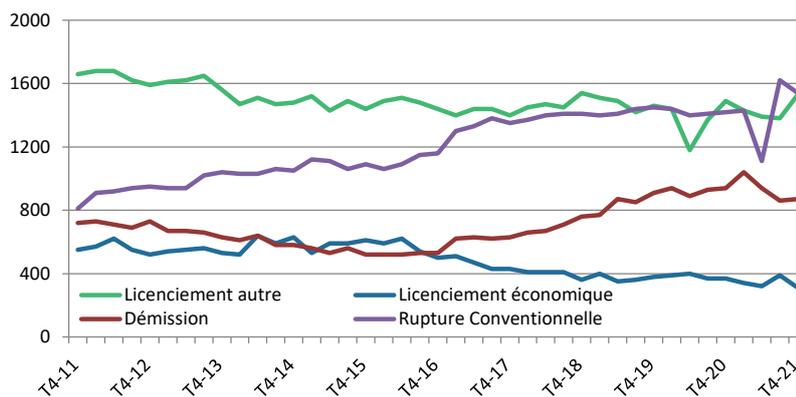
*Cnis : Conseil national de l'information statistique

Entrées à Pôle emploi



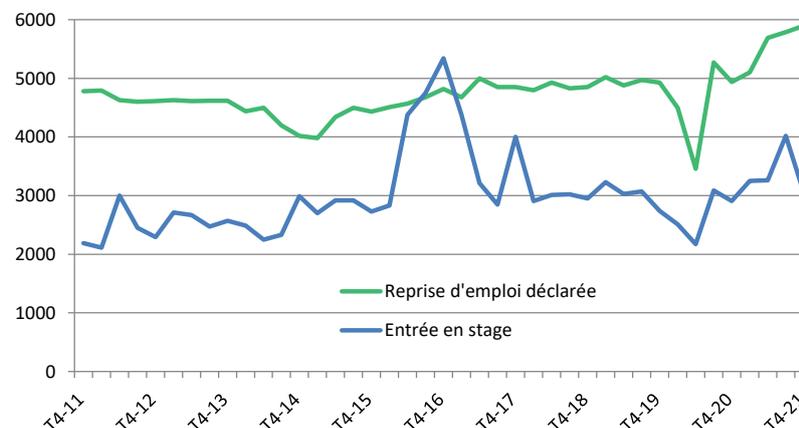
Source : Pôle emploi-Dares, STMT, traitements Dares, Données CVS-CJO

Entrées à Pôle emploi suite à une rupture de contrat



Source : Pôle emploi-Dares, STMT, traitements Dares, Données CVS-CJO

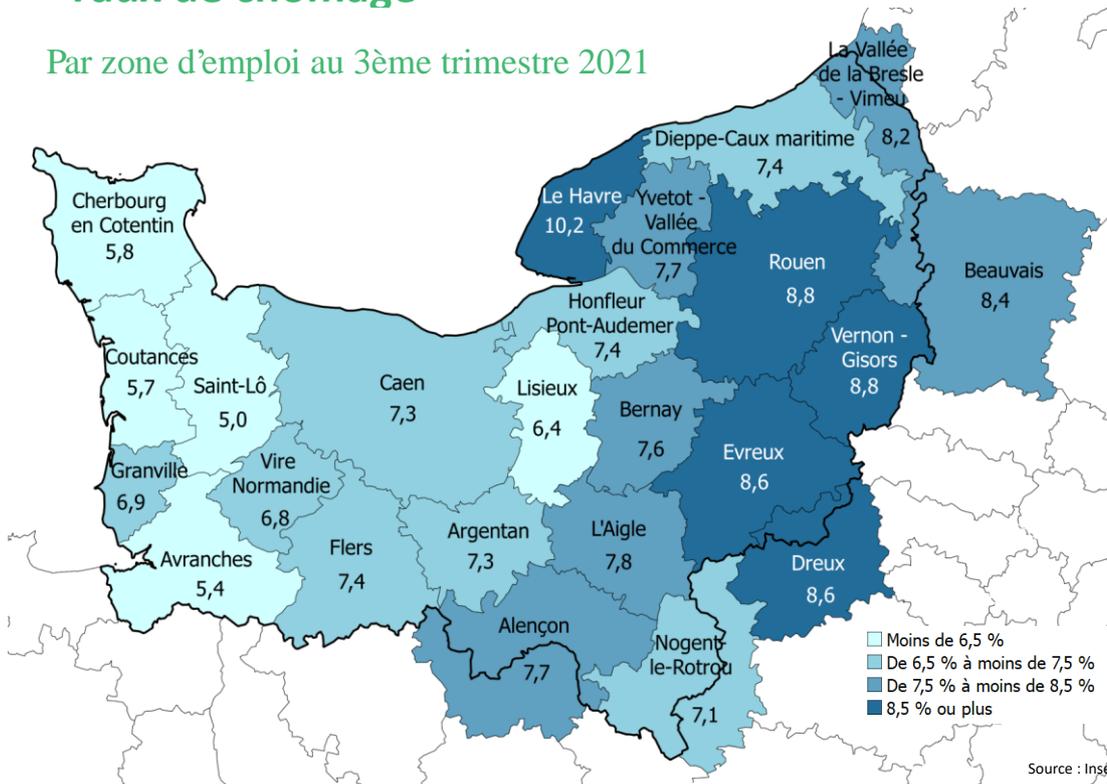
Sorties de Pôle emploi



Source : Pôle emploi-Dares, STMT, traitements Dares, Données CVS-CJO

Taux de chômage

Par zone d'emploi au 3ème trimestre 2021



	T3 2020	T2 2021	T3 2021	Évolution (en points)	
				Sur un trimestre	Sur un an
Calvados	8,5	7,3	7,2	- 0,1	- 1,3
Eure	9,2	8,0	8,1	+ 0,1	- 1,1
Manche	6,9	5,7	5,7	0,0	- 1,2
Orne	8,5	7,3	7,5	+ 0,2	- 1,0
Seine-Maritime	10,2	8,8	8,9	+ 0,1	- 1,3
Normandie	9,0	7,7	7,8	+ 0,1	- 1,2
France métro.	8,9	7,8	7,9	+ 0,1	- 1,0

Source : Insee

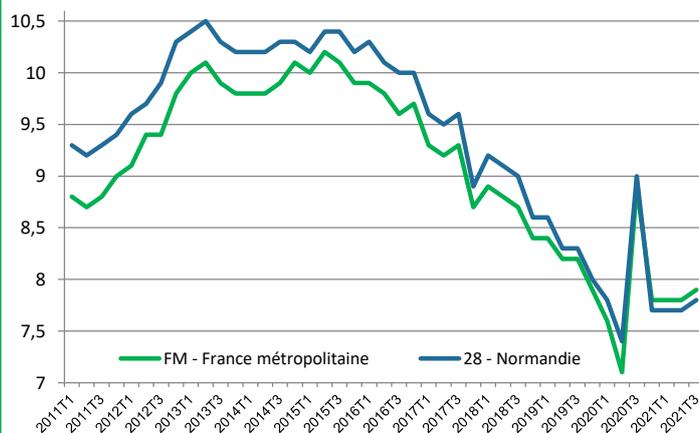
Définition

Le taux de chômage au sens du BIT est la proportion du nombre de chômeurs au sens du BIT dans la population active. En application de la définition internationale adoptée en 1982 par le Bureau International du Travail (BIT), un chômeur est une personne en âge de travailler (15 ans ou plus) qui répond simultanément à trois conditions :

- être sans emploi, c'est-à-dire ne pas avoir travaillé, ne serait-ce qu'une heure, durant une semaine de référence,
- être disponible pour prendre un emploi dans les 15 jours,
- avoir cherché activement un emploi dans le mois précédent ou en avoir trouvé un qui commence dans moins de trois mois.

La population active au sens du BIT comprend les chômeurs au sens du BIT et les personnes en emploi en âge de travailler. Au niveau France métropolitaine, le taux de chômage au sens du BIT est estimé tous les trimestres par l'Insee à partir de l'enquête emploi. Cette enquête est la seule source permettant de mettre en œuvre les définitions préconisées par le BIT sur le chômage, l'emploi, le sous-emploi et l'activité. Aux échelons régional et départemental, les taux de chômage ne sont pas calculés au sens du BIT mais sont dits "localisés", car ils synthétisent les informations issues de l'enquête emploi et celles fournies par le nombre de demandeurs d'emploi inscrits en fin de mois à Pôle emploi en catégorie A (pour la répartition géographique).

Evolution du taux de chômage



Définition

Taux de chômage et demande d'emploi sont deux concepts qui ne se recouvrent pas complètement. Mode de calcul, périodicité et populations couvertes différent. Estimé tous les trimestres par l'Insee grâce à l'enquête emploi, le taux de chômage au sens du BIT rapporte le nombre de chômeurs à la population active (somme des personnes au chômage et des personnes en âge de travailler, de 15 à 64 ans, en emploi). Il constitue un indicateur de référence pour l'analyse des évolutions du marché du travail. Ses évolutions peuvent différer de celles des demandeurs d'emploi, dont la mesure est réalisée tous les mois par la Dares et Pôle emploi à partir des fichiers administratifs de gestion de Pôle emploi. En effet, certains demandeurs d'emploi ne sont pas chômeurs au sens du BIT et certains chômeurs ne sont pas inscrits à Pôle emploi.

Emploi salarié

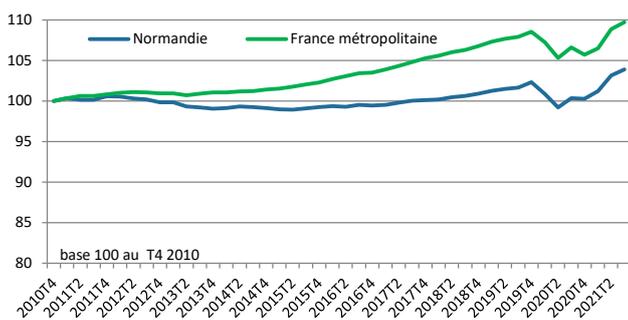
3ème trimestre 2021

Données Corrigées des Variations Saisonnières	CALVADOS	EURE	MANCHE	ORNE	SEINE-MARITIME	NORMANDIE	FRANCE MÉTRO.
Industrie	32 119	35 860	37 850	19 036	71 538	196 402	3 083 437
évolution du trimestre	+0,1%	+0,0%	+1,1%	-0,1%	-0,2%	+0,1%	+0,1%
évolution sur un an	+0,3%	-0,8%	+3,6%	+0,3%	-1,1%	+0,2%	+0,0%
Construction	15 099	11 138	12 421	5 614	30 902	75 174	1 465 366
évolution du trimestre	+0,1%	-0,1%	-0,1%	+0,1%	+0,2%	+0,1%	-0,2%
évolution sur un an	+2,6%	+4,2%	+1,9%	+2,6%	+2,6%	+2,7%	+2,9%
Tertiaire marchand (1)	122 349	71 031	64 839	31 573	212 279	502 070	12 464 957
évolution du trimestre	+0,6%	+0,6%	+0,7%	+0,2%	+1,0%	+0,8%	+0,8%
évolution sur un an	+3,3%	+5,1%	+3,5%	+2,8%	+4,2%	+3,9%	+3,3%
Emploi salarié marchand (2)	173 891	119 978	120 059	58 764	318 077	790 770	17 318 334
évolution du trimestre	+0,4%	+0,4%	+0,7%	+0,1%	+0,6%	+0,5%	+0,6%
évolution sur un an	+2,5%	+3,0%	+3,2%	+1,8%	+2,7%	+2,7%	+2,7%
Tertiaire non marchand	87 035	57 246	56 612	32 936	159 332	393 161	7 895 166
évolution du trimestre	+0,1%	+0,4%	-0,2%	+0,0%	+0,9%	+0,4%	+0,1%
évolution sur un an	+1,0%	+1,8%	+1,0%	+0,6%	+2,7%	+1,8%	+1,1%
Emploi salarié total	260 927	177 224	176 671	91 700	477 409	1 183 931	25 213 500
évolution du trimestre	+0,3%	+0,4%	+0,4%	+0,1%	+0,7%	+0,5%	+0,4%
évolution sur un an	+2,0%	+2,6%	+2,5%	+1,4%	+2,7%	+2,4%	+2,2%

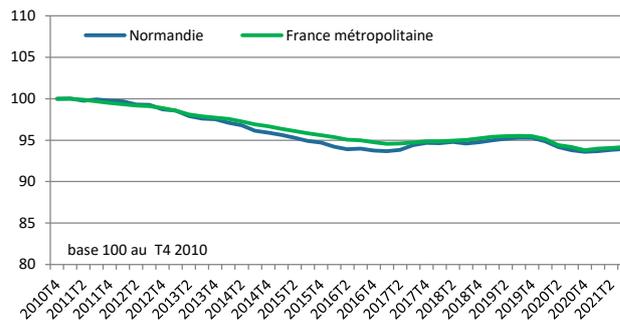
(1) : yc intérim (2) : yc secteur agricole

Sources : Insee, estimations d'emploi ; estimations trimestrielles Acooss-Urssaf, Dares, Insee

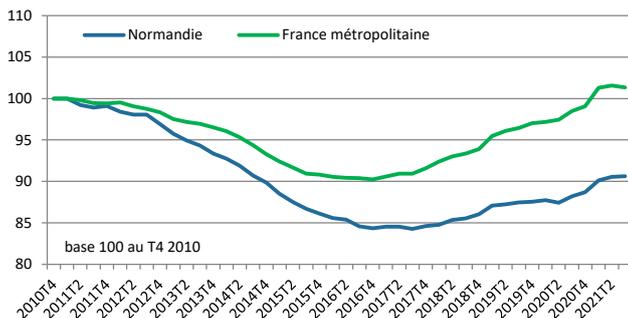
Tertiaire marchand (hors intérim)



Industrie

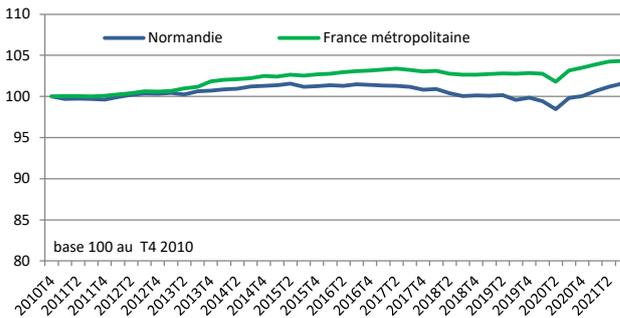


Construction



Données CVS

Tertiaire non marchand



Sources : Insee, estimations d'emploi ; estimations trimestrielles Acooss-Urssaf, Dares, Insee

Définition

Depuis le premier trimestre 2017, les données sont établies en coproduction avec l'Acooss (champ privé hors intérim) et la Dares (sur l'intérim). À partir de la validité du premier trimestre 2018, le champ des estimations trimestrielles d'emploi localisé est étendu à l'ensemble de l'emploi salarié et aux départements d'outre-mer (hors Mayotte). Sont ainsi ajoutés les salariés de la fonction publique, de l'agriculture et de l'ensemble des particuliers employeurs.

Les séries sont corrigées des variations saisonnières et les coefficients de correction de variations saisonnières sont révisés chaque trimestre. D'un trimestre à l'autre, les chiffres des trimestres précédents peuvent être révisés.

Avertissement

L'introduction de la Déclaration sociale nominative (DSN) en remplacement du bordereau récapitulatif de cotisations (BRC) peut transitoirement affecter les comportements déclaratifs des entreprises. Durant la phase de montée en charge de la DSN, des adaptations sont réalisées dans la chaîne de traitement statistique des estimations d'emploi afin de tenir compte de ces changements. Ces modifications sont susceptibles de générer des révisions accrues sur les données.

Les données portent sur l'ensemble de l'économie y compris les nouvelles données portant sur l'agriculture et l'emploi public dans les secteurs non marchands (administration, éducation, santé et action sociale), sur la France métropolitaine.

Intérim en équivalent-emplois à temps plein

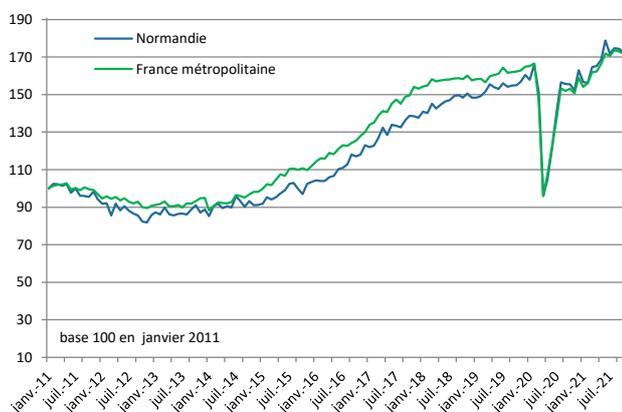
octobre 2021

Données Corrigées des Variations Saisonnières	CALVADOS	EURE	MANCHE	ORNE	SEINE-MARITIME	NORMANDIE	FRANCE MÉTRO.
Industrie	3 244	4 274	2 972	2 141	6 242	18 872	253 342
évolution sur un mois	-7,1%	-1,3%	-0,1%	-2,7%	-2,3%	-2,6%	-2,4%
évolution sur un an	+4,4%	+9,1%	+23,9%	-10,8%	+5,9%	+6,5%	+8,5%
Construction	1 585	753	1 095	262	3 547	7 242	136 598
évolution sur un mois	-4,6%	+0,4%	-3,2%	+0,6%	+0,3%	-1,3%	-2,4%
évolution sur un an	+3,2%	+2,6%	-4,2%	+3,9%	+7,4%	+3,9%	+2,4%
Tertiaire	4 040	3 182	1 660	754	5 502	15 138	351 680
évolution sur un mois	+0,4%	-0,5%	+0,5%	-3,6%	-2,1%	-0,9%	-0,7%
évolution sur un an	+20,2%	+8,4%	+7,5%	+17,4%	+7,0%	+11,1%	+12,2%
Ensemble des secteurs	8 936	8 241	5 792	3 200	15 354	41 523	745 466
évolution sur un mois	-3,4%	-0,8%	-0,6%	-2,7%	-1,6%	-1,8%	-1,6%
évolution sur un an	+10,6%	+8,1%	+12,7%	-2,9%	+6,7%	+7,8%	+9,1%

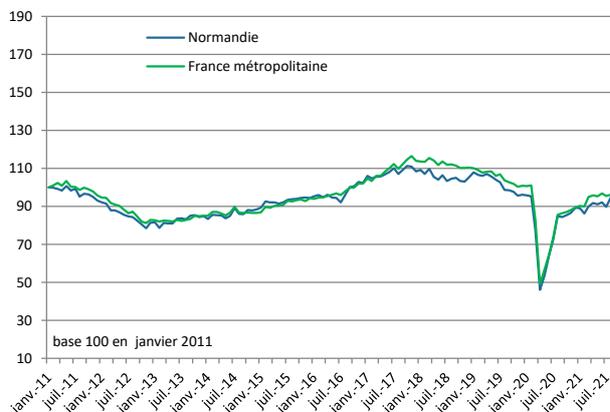
Les statistiques sont établies au lieu de l'établissement utilisateur

Source : Dares, traitements DREETS SESE

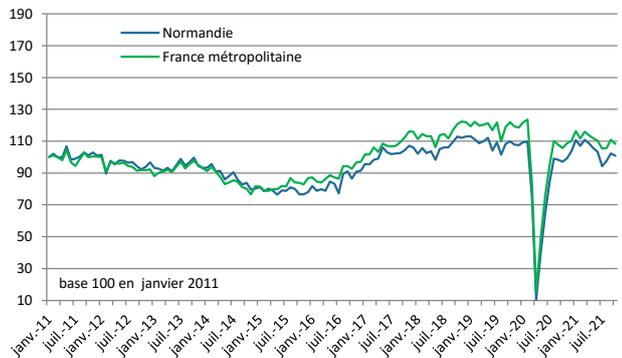
Tertiaire



Industrie

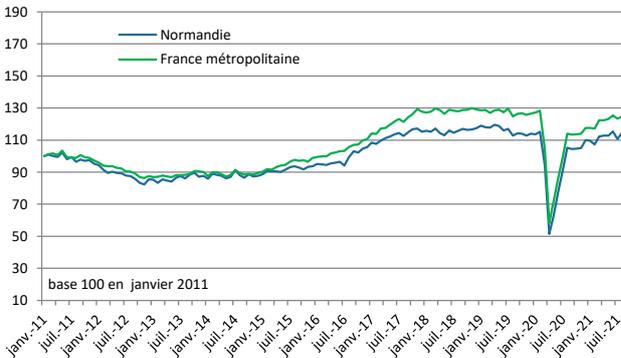


Construction



Données CVS

Tous secteurs



Source : Dares, traitements DREETS SESE

Source

Depuis mi-2016, la source historique des statistiques d'intérim (les relevés mensuels de mission – RMM – adressés à Pôle emploi par les établissements de travail temporaire) est progressivement substituée par la nouvelle déclaration sociale nominative (DSN). Le taux de substitution se situe, depuis début 2017, à près de 95 %. À partir de cette information mensuelle, la Dares élabore divers indicateurs mensuels, trimestriels et annuels. Ces statistiques intègrent désormais les CDI intérimaires. Les séries des principaux indicateurs figurent sur le site du ministère du Travail.

Les indicateurs sur l'intérim sont ventilés selon le secteur et le département des établissements utilisateurs des intérimaires. La nomenclature utilisée pour la description des secteurs utilisateurs est la Nomenclature agrégée (NA) afférente à la nouvelle Nomenclature d'activités française (NAF rév.2). Les données sont régulièrement révisées en raison de l'actualisation des coefficients de correction des variations saisonnières.

Définition

Équivalent-emplois à temps plein (ETP) :

Rapport du nombre total de semaines de travail réalisées par les intérimaires au nombre total de semaines ouvrées. Par convention, ce nombre est fixé à 52 semaines pour une année. Cette convention de calcul conduit à sous-estimer légèrement l'équivalent-emplois à temps plein, dans la mesure où une partie des missions ne comptabilise pas les périodes de congés. À l'inverse, cette mesure de l'équivalent-emplois à temps plein ne prend pas en compte le fait que certaines missions peuvent être à temps partiel.

On pourra parler de « volume de travail temporaire » pour désigner l'équivalent-emplois à temps plein. Cet indicateur donne une idée du volume moyen d'intérim sur le mois, et se différencie donc du nombre d'intérimaires qui donne une idée de stock en fin de mois.

Politiques d'aide à l'emploi : l'apprentissage

Campagne 2020 - 2021

Contrats d'apprentissage en Normandie selon le département de l'employeur

	CALVADOS	EURE	MANCHE	ORNE	SEINE-MARITIME	NORMANDIE
Campagne 2021 - 2022*						
Secteur privé	7 459	4 136	5 156	2 455	10 815	30 021
Secteur public	181	113	102	37	299	732
Ensemble	7 640	4 249	5 258	2 492	11 114	30 753
Campagne 2020 - 2021						
Secteur privé	6 450	4 151	4 471	2 161	10 034	27 267
Secteur public	118	93	78	31	231	551
Ensemble	6 568	4 244	4 549	2 192	10 265	27 818

Sources : Dares, SI Apprentissage - traitements : DREETS ESE
Campagne : juin à mai / * Campagne 2021-2022 : Données de juin 2021 à octobre 2021

Définitions

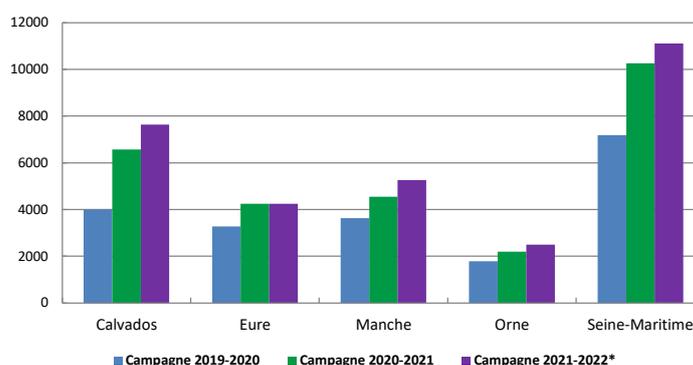
Contrat d'apprentissage

Le contrat d'apprentissage est un contrat de travail conclu entre un employeur et un salarié. Son objectif est de permettre à un jeune de suivre une formation générale, théorique et pratique, en vue d'acquies une qualification professionnelle sanctionnée par un diplôme ou un titre professionnel. L'apprentissage repose sur le principe de l'alternance entre enseignement théorique en centre de formation d'apprentis (CFA) et enseignement du métier chez l'employeur avec lequel l'apprenti a signé son contrat.

Campagne

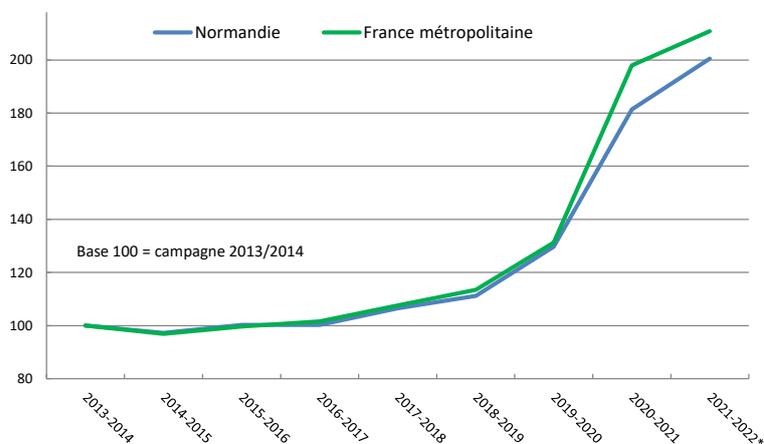
Les contrats d'apprentissage sont comptabilisés sur une « campagne » qui commence en juin et se termine en mai de l'année suivante.

Contrats d'apprentissage



Sources : Dares, SI Apprentissage - traitements : DREETS ESE
* Campagne 2021-2022 : Données de juin 2021 à octobre 2021

Evolution du nombre d'entrées en contrats d'apprentissage par campagne



Sources : Dares, SI Apprentissage - traitements : DREETS ESE
* Campagne 2021-2022 : Données de juin 2021 à octobre 2021

Politiques d'aide à l'emploi

PEC : Parcours Emploi Compétences

PEC Jeunes

Au 31 décembre 2021, 2 034 entrées en Parcours Emploi Compétences Jeunes en Normandie

Parcours Emploi Compétences Jeunes Demandes d'aides initiales et renouvellements	Objectif physique indicatif 2021 (hors éducation nationale)	Flux de prescriptions depuis le 01/01/2021	Taux de prescriptions (en %)
Au 31 décembre 2021			
Calvados	307	328	106,8
Eure	307	373	121,5
Manche	190	210	110,5
Orne	130	238	183,1
Seine-Maritime	666	885	132,9
Normandie	1 600	2 034	127,1
France	79 119	34 854	44,1

Source : Système d'Information Décisionnel (SID) - DGEFP
Données hors éducation nationale

Définition

Parcours emploi-compétences

Les contrats unique d'insertion – contrat d'accompagnement dans l'emploi deviennent le support des parcours emploi compétences.

La mise en œuvre des parcours emploi compétences repose sur le triptyque emploi-formation-accompagnement : un emploi permettant de développer des compétences transférables, un accès facilité à la formation et un accompagnement tout au long du parcours tant par l'employeur que par le service public de l'emploi, avec pour objectif l'inclusion durable dans l'emploi des personnes les plus éloignées du marché du travail.

PEC QPV (Quartiers prioritaires de la politique de la ville) ZRR (Zones de revitalisation rurale)

Au 31 décembre 2021, 1 460 entrées en Parcours Emploi Compétences QPV ZRR en Normandie

Parcours Emploi Compétences QPV ZRR Demandes d'aides initiales et renouvellements	Objectif physique indicatif 2021 (hors éducation nationale)	Flux de prescriptions depuis le 01/01/2021	Taux de prescriptions (en %)
Au 31 décembre 2021			
Calvados	258	237	91,9
Eure	136	113	83,1
Manche	235	220	93,6
Orne	279	424	152,0
Seine-Maritime	464	466	100,4
Normandie	1 372	1 460	106,4
France	48 000	36 896	76,9

Source : Système d'Information Décisionnel (SID) - DGEFP
Données hors éducation nationale

Avertissement

Des bénéficiaires des PEC peuvent se retrouver parmi les PEC Jeunes et les PEC QPV ZRR, il n'est donc pas possible de les additionner.

Le volume de prescription QPV + ZRR peut être supérieur au volume total de conventions validées du fait de QPV présent sur des communes classées ZRR.

Emploi Francs

Au 31 décembre 2021, 1 066 entrées en Emplois Francs en Normandie

Demandes d'aides initiales et renouvellements	Objectif physique indicatif 2021	Flux de prescriptions depuis le 01/01/2021	Taux de prescriptions (en %)
Au 31 décembre 2021			
Calvados	173	216	124,9
Eure	170	155	91,2
Manche	95	95	100,0
Orne	58	72	124,1
Seine-Maritime	564	528	93,6
Normandie	1 060	1 066	100,6
France	29 200	26 527	90,8

Source : Système d'Information Décisionnel (SID) - DGEFP
Les objectifs départementaux sont en cours de définition

Définition

Emploi Francs

L'objectif des emplois francs est de répondre de manière innovante aux difficultés d'accès à l'emploi que rencontrent certains de nos concitoyens, résidents des quartiers prioritaires de la politique de la ville (QPV). Attaché à la personne et non à la localisation de l'entreprise, ce dispositif vise à promouvoir la mobilité par l'inclusion dans l'emploi durable.

Une aide financière est versée à toute entreprise ou association du territoire national, pour l'embauche en CDI ou en CDD d'au moins 6 mois, d'une personne résidant dans un quartier prioritaire de la

Accompagnement des jeunes vers l'emploi

Par les missions locales

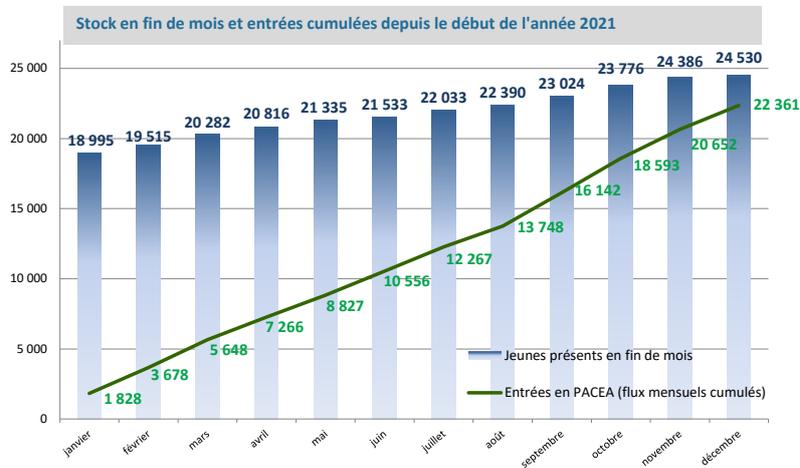
PACEA : Parcours contractualisé d'accompagnement vers l'emploi et l'autonomie

Définition

PACEA

Le PACEA est le nouveau cadre contractuel de l'accompagnement des jeunes par les missions locales depuis le 1er janvier 2017. Il répond à un objectif de lisibilité et de simplification.

Le PACEA est constitué de phases d'accompagnement successives qui peuvent s'enchaîner pour une durée maximale de 24 mois consécutifs.



Source : DGEFP

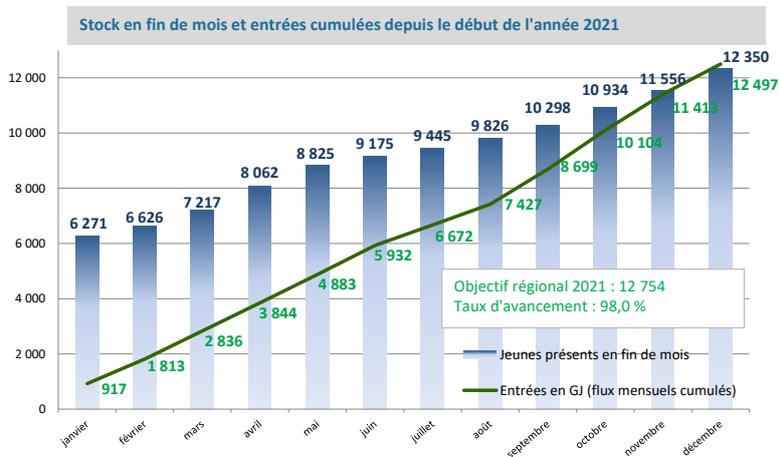
Dont Garantie Jeunes (GJ)

Définition

La Garantie Jeunes

La Garantie jeunes est un droit ouvert qui s'adresse aux jeunes de 16 à moins de 26 ans, en situation de précarité qui ne sont ni en emploi, ni en formation, ni en étude (NEET).

Pour favoriser leur insertion dans l'emploi, ils sont accompagnés de manière intensive et collective et bénéficient de mises en situation professionnelle. Cet accompagnement est assorti d'une aide financière pour faciliter leurs démarches d'accès à l'emploi.



Source : DGEFP

Avertissement

PACEA et Garantie Jeunes

La Garantie Jeunes, depuis sa généralisation, constitue une modalité spécifique du PACEA. Aucun jeune ne pourra donc entrer en Garantie jeunes sans avoir simultanément ou au préalable intégré un PACEA.

Entrées dans le dispositif depuis le 01/01/2021	PACEA	Dont Garantie Jeunes
Au 31 décembre 2021		
Calvados	3 775	1 763
Eure	3 878	2 112
Manche	3 085	1 389
Orne	1 914	1 033
Seine-Maritime	9 709	6 200
Normandie	22 361	12 497
France métropolitaine	418 775	158 440

Source : DGEFP

Insertion par l'Activité Economique (IAE)

3ème trimestre 2021

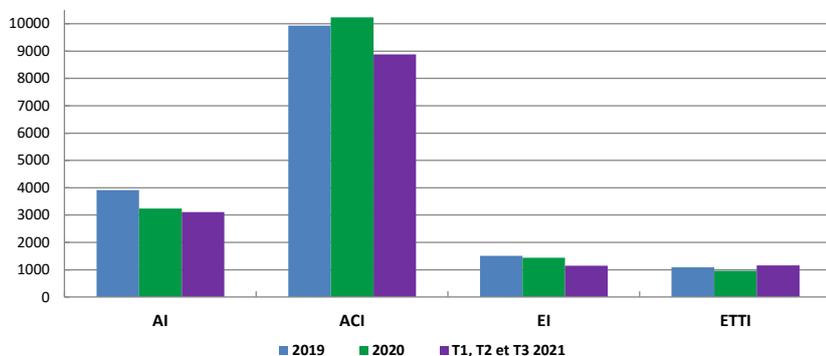
Entrées dans une structure de l'IAE	Types de structures				Ensemble des structures
	AI	ACI	EI	ETTI	
Hommes	491	1 790	272	264	2 817
Moins de 26 ans	154	257	40	100	551
Entre 26 et 49 ans	225	1 134	177	134	1 670
50 ans ou plus	112	399	55	30	596
Femmes	606	1 041	103	129	1 879
Moins de 26 ans	141	155	15	36	347
Entre 26 et 49 ans	314	659	66	78	1 117
50 ans ou plus	151	227	22	15	415
Ensemble	1 097	2 831	375	393	4 696

Source : Dares, traitements DREETS SESE

Caractéristiques des entrées dans l'IAE (%)	Types de structures				Ensemble des structures
	AI	ACI	EI	ETTI	
Inscrits à Pôle emploi	70,6	94,7	89,9	86,5	88,0
Depuis moins de 6 mois	19,9	17,7	10,1	20,6	17,8
Entre 6 mois et 1 an	12,4	11,4	10,7	18,6	12,2
Entre 1 an et 2 ans	11,9	19,1	27,5	20,1	18,2
Depuis 2 ans ou plus	26,3	46,5	41,6	27,2	39,8
Bénéficiaires du RSA	15,1	60,5	33,9	25,2	44,8
Travailleurs handicapés	6,3	9,8	4,8	5,9	8,3

Source : Dares, traitements DREETS SESE

Entrées dans les structures de l'IAE



Source : Dares, traitements DREETS SESE

Définition

Insertion par l'Activité Economique

L'insertion par l'activité économique (IAE) est un accompagnement dans l'emploi proposé aux personnes les plus éloignées de l'emploi afin de faciliter leur insertion sociale et professionnelle.

Il y a quatre types de structures : les associations intermédiaires (AI) qui proposent des services à la personne, les ateliers et chantiers d'insertion (ACI), ils concernent tous secteurs d'activité, les entreprises d'insertion (EI) qui opèrent dans les biens et services marchands et les entreprises de travail temporaire d'insertion (ETTI) spécialisées dans les secteurs couverts par le travail temporaire.

Situation du salarié à la sortie indiquée par l'employeur (cumul 1 an de octobre 2020 à septembre 2021)

Sorties examinées* (%)	Types de structures				Ensemble des structures
	AI	ACI	EI	ETTI	
Nombre de sorties examinées	2 782	2 748	441	1 192	7 163
Embauches en CDI	13,4	5,7	12,9	10,5	9,9
Embauches en CDD	29,4	18,6	16,8	29,3	24,5
Entrées en formation ou dans une autre structure IAE	14,2	12,3	12,5	14,7	13,4
Autres sorties positives	2,9	7,0	8,4	0,6	4,4
Ensemble des sorties positives	59,8	43,6	50,6	55,0	52,3
Ruptures pendant la période d'essai	2,9	6,9	10,4	0,0	4,4
Autres sorties négatives	37,3	49,5	39,0	45,0	43,3

Source : Dares, traitements DREETS SESE

Sorties examinées* : sortie dont la situation est renseignée par l'employeur, cela représente 7 163 sorties sur un total de 16 752

Mutations économiques

Activité partielle

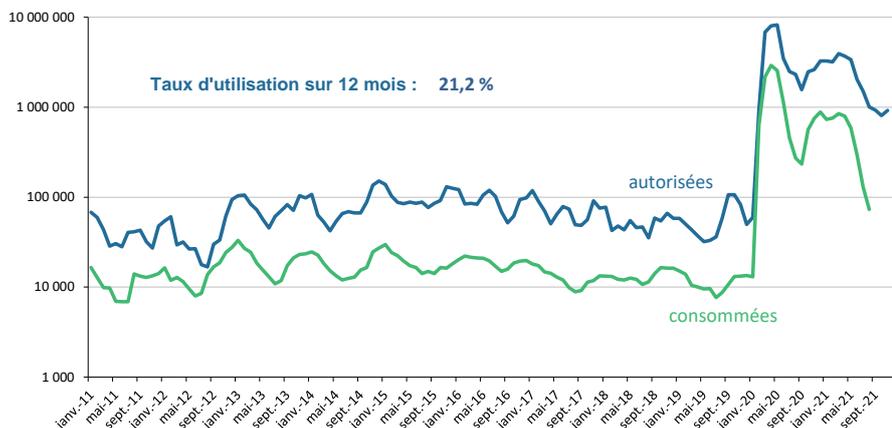
	Nombre de journées autorisées		
	décembre 2021	Cumul de janvier 2021 à décembre 2021	Variation Cumul/ 12 mois précédents (%)
Calvados	149 653	5 970 727	- 37%
Eure	133 492	3 699 128	- 35%
Manche	37 879	1 727 265	- 71%
Orne	105 627	1 659 688	- 51%
Seine-Maritime	317 311	12 451 112	- 30%
Normandie	743 963	25 507 920	- 40%
France Métro	27 121 747	620 146 559	- 30%

Source: ASP / DGEFP - Sinapse, traitements Dares

Définition

Le dispositif de l'activité partielle (ou chômage partiel) permet aux établissements confrontés à des difficultés temporaires de diminuer ou suspendre leur activité tout en assurant aux salariés une indemnisation pour compenser leur perte de salaire. L'indemnisation, assurée par l'employeur, est partiellement prise en charge par l'État et l'Unédic.

Normandie : nombre de journées



échelle logarithmique

Source : DGEFP - Sinapse, traitements Dares

Avertissement

En raison de la suppression de l'obligation d'autorisation de mars 2012 à novembre 2012, les données ne sont pas exhaustives sur cette période.

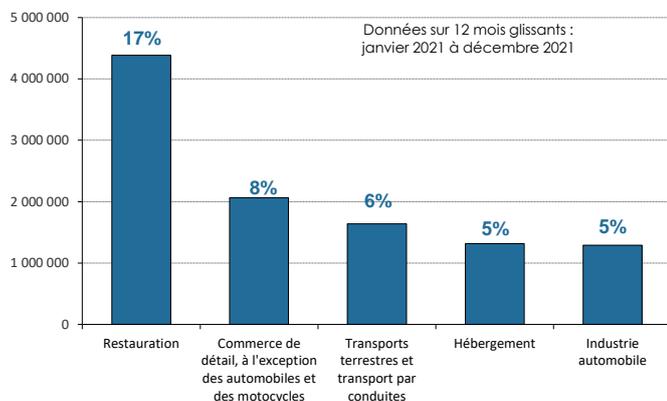
Taux d'utilisation

Il est calculé comme le rapport entre le nombre de journées réellement consommées par l'établissement et le nombre de journées autorisées par les DEETS.

NB : pour les journées consommées un recul de 3 mois est nécessaire afin de disposer de données consolidées.

Les 5 secteurs ayant demandé le plus d'activité partielle

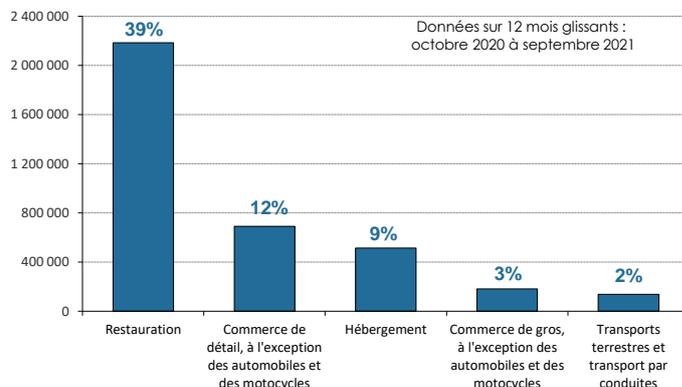
(journées autorisées)



Source: DGEFP - Sinapse, traitements Dares

Les 5 secteurs ayant consommé le plus d'activité partielle

(journées consommées)



Source: DGEFP - Sinapse, traitements Dares

Prestations de solidarités

Minima sociaux d'insertion et autres prestations sociales

Nombre d'allocataires en octobre 2021 et évolution en glissement annuel (en %)

	Revenu de Solidarité Active (RSA)		Allocation de Solidarité Spécifique (ASS)		Allocation aux Adultes Handicapés (AAH)		Prime d'Activité	
	Nombre	Evolution	Nombre	Evolution	Nombre	Evolution	Nombre	Evolution
Calvados	14 100	- 9,6	3 180	- 8,1	11 090	+ 0,1	51 360	+ 0,6
Eure	13 740	- 6,1	2 860	- 13,6	13 130	- 1,8	38 150	+ 3,0
Manche	7 760	- 6,2	1 870	- 12,2	10 570	- 2,5	31 020	+ 0,5
Orne	7 040	- 6,3	1 390	- 11,5	4 940	- 1,6	18 970	+ 0,8
Seine-Maritime	41 030	- 7,1	6 980	- 12,1	30 540	+ 5,2	90 200	+ 2,3
Normandie	83 670	- 7,2	16 280	- 11,6	70 270	+ 1,4	229 700	+ 1,7
France	1 928 400	- 6,7	340 800	- 9,4	1 207 400	+ 1,0	4 533 700	+ 1,5

Sources : Cnaf, Allstat FR6 et FR2 ; MSA ; Pôle emploi, FNA
Données provisoires (traitements DREES)

Définition

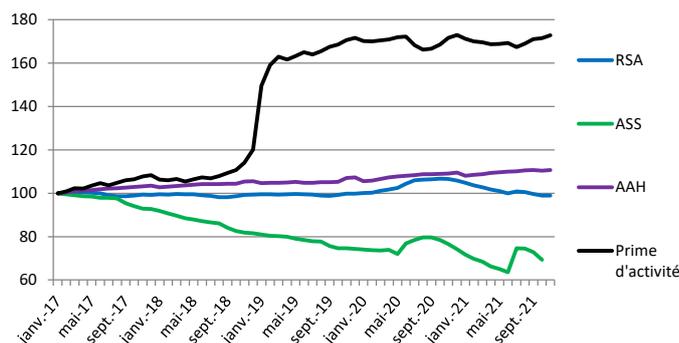
Le **revenu de solidarité active (RSA)** s'adresse à toute personne âgée d'au moins 25 ans ou assumant la charge d'au moins un enfant né ou à naître. Le RSA est une allocation différentielle qui complète les ressources du foyer pour qu'elles atteignent le seuil d'un revenu garanti, ou montant forfaitaire, dont le barème varie selon la composition familiale.

L'**allocation de solidarité spécifique (ASS)** est une allocation pour les demandeurs d'emploi ayant épuisé leurs droits à l'assurance chômage et qui justifient d'au moins cinq années d'activité salariée au cours des dix dernières années précédant la rupture de leur contrat de travail. Les allocataires de l'ASS sont les allocataires indemnisés au titre du dernier jour de chaque mois considéré.

L'**allocation aux adultes handicapés (AAH)** s'adresse aux personnes handicapées aux revenus modestes ne pouvant prétendre ni à une pension de retraite, ni à un avantage invalidité, ni à une rente d'accident du travail d'un montant au moins égal à l'AAH.

La **prime d'activité** est un complément de revenus d'activité s'adressant aux travailleurs aux revenus modestes, salariés ou non-salariés. Toute personne majeure non étudiante percevant des revenus issus d'une activité professionnelle peut bénéficier de la prime d'activité sous conditions de ressources. La prime d'activité, sous les mêmes conditions que le RSA, peut être temporairement majorée.

Evolution du nombre de bénéficiaires des prestations en Normandie



Sources : Cnaf, Allstat FR6 et FR2 ; MSA ; Pôle emploi, FNA
Données provisoires sur les 5 derniers mois (traitement DREES)

Aides destinées aux étudiants

Aides pour les étudiants en décembre 2021

Aide Spécifique Allocation Ponctuelle (ASAP)		Nombre d'étudiants bénéficiaires	Nombre d'ASAP attribuées	Montant moyen d'une ASAP
Normandie		310	340	358
France		7 900	10 020	313
Repas à 1€		Nombre d'étudiants bénéficiaires	Nombre de repas servis	Nombre moyen de repas par étudiants
Etudiants boursiers	Normandie	14 810	81 810	5,5
	France	257 100	1 372 400	5,3
Etudiants non boursiers	Normandie	610	5 510	9,0
	France	7 800	67 700	8,7

Source : Cnous

Définition

L'**aide spécifique allocation ponctuelle (ASAP)** est une aide financière destinée aux étudiants en formation initiale, boursiers ou non, qui rencontrent momentanément de graves difficultés. L'aide est attribuée par les services sociaux des Centres régionaux des œuvres universitaires et scolaires (Crous) après un travail d'évaluation sociale. Elle peut être cumulée avec une bourse sur critères sociaux.

Le **repas à 1 €**. En réponse à la crise sanitaire et depuis la rentrée universitaire 2020, les Crous proposent aux boursiers sur critères sociaux un repas complet à 1 € dans les restaurants universitaires. Depuis le 25 janvier 2021, et pendant la durée de la crise sanitaire, tous les étudiants, boursiers ou non, peuvent désormais bénéficier de deux repas par jour au tarif de 1 €.

Plan de Sauvegarde de l'Emploi (PSE)

2020 / 2021	CALVADOS		EURE		MANCHE		ORNE		SEINE-MARITIME		NORMANDIE	
	Données au											
	31 dec 2020	31 dec 2021	31 dec 2020	31 dec 2021	31 dec 2020	31 dec 2021						
Nombre de PSE	7	6	23	14	1	2	2	3	34	13	67	38
Nombre d'emplois supprimés envisagés	235	140	535	537	202	71	59	60	1 921	440	2 952	1 248

Sources : DDETS

Définition

Toute entreprise d'au moins 50 salariés qui procède au licenciement pour motif économique d'au moins 10 salariés sur 30 jours doit élaborer un Plan de Sauvegarde de l'Emploi.

Le PSE regroupe un ensemble de mesures destinées à limiter le nombre de licenciements, notamment par des mesures de reclassement et il est obligatoirement communiqué aux DDETS.

Le nombre d'emplois supprimés envisagés est celui connu au début de la procédure lors de sa déclaration aux DDETS



Retrouvez l'ensemble des publications du Service observation Études, Statistiques et Évaluation et l'actualité de la DREETS de Normandie en vous rendant sur <https://normandie.dreets.gouv.fr/>

Directrice de la publication : Michèle LAILLER-BEAULIEU - Rédaction : SESE DREETS de Normandie

Direction régionale de l'économie, de l'emploi, du travail et des solidarités de Normandie

Tél : 02 32 76 16 20 / Fax : 02 32 76 16 79 - 14 Avenue Aristide Briand 76108 ROUEN CEDEX 1

Titre clé : Normandie stat's = ISSN 2556-5745

